



Dépêche 48/03

La CFDT appellera à une journée d'action public/privé dès la première quinzaine de mai

Communiqué confédéral

Le gouvernement a annoncé à la CFDT qu'il préparait une réforme globale pour les salariés du public et du privé, et non pas deux, comme le faisaient craindre des déclarations prématurées concernant le seul secteur public. Pour la CFDT, il faut rassembler tous les salariés sur un projet commun, pas les diviser. La polémique avec le gouvernement est donc close sur ce point.

La CFDT attendait du gouvernement des réponses précises à ses exigences sur un haut niveau de retraite garanti, en particulier une revalorisation des basses pensions : pas de retraite en dessous du Smic ; le droit à la retraite dès 40 ans de cotisations pour les salariés ayant commencé à travailler tôt ; de vraies contreparties à l'harmonisation public/privé pour les fonctionnaires, notamment une prise en compte des primes pour réduire les inégalités, le rachat des années d'études et une meilleure prise en compte du temps partiel.

Sur ces trois exigences, le compte n'y est pas. Pire, aucune réponse chiffrée n'a été donnée.

En outre, la CFDT refuse qu'une décision soit déjà prise sur un allongement de la durée de cotisation après 2008, alors que le gouvernement exclut toute hausse des prélèvements. Toutes les portes doivent rester ouvertes pour financer les retraites dans l'avenir.

La CFDT appellera les salariés du public et du privé à une journée d'action dès la première quinzaine de mai pour faire entendre ses exigences de réforme. Dans une [Lettre aux salariés](#) tirée à un million d'exemplaires, François Chérèque les appelle à soutenir ces exigences et à faire pression sans attendre sur le gouvernement, à travers une opération cartes postales à l'adresse du Premier ministre, exigeant « Une réforme pour sauver nos retraites ».

Paris, le 18 avril 2003